



Avenant n°7 du 13/06/2023 relatif au financement et au développement du dialogue social dans la branche de la bijouterie joaillerie orfèvrerie et activités qui s'y rattachent (IDCC 567) ainsi que son annexe incluant les dispositions conventionnelles de l'horlogerie (IDCC 1044)

Entre les soussignés :

- Confédération nationale HBJO

D'une part,

Et

- La Fédération Générale des Mines et de la Métallurgie CFDT,
- La Fédération Force Ouvrière de la Métallurgie FO,
- La Fédération des Cadres, de la Maîtrise et des Techniciens de la Métallurgie CFE-CGC,
- La Fédération de la Métallurgie CFTC,
- La Fédération Nationale Encadrement Commerce Services CGC,

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit

Préambule

L'accord relatif au financement du dialogue social dans la branche de la bijouterie joaillerie orfèvrerie et activités qui s'y rattachent, ainsi que dans la branche de l'horlogerie conclu entre la Fédération française de la bijouterie, joaillerie, orfèvrerie du cadeau des diamants, pierres et perles et activités qui s'y rattachent et la Fédération de l'Horlogerie est désormais dans le champ de la négociation de la Confédération nationale Horlogerie Bijouterie Joaillerie Orfèvrerie - CNHBJO, en application de la modification des statuts.

I - Article 1 : Objet et date d'application

Le présent avenant modifie d'une part l'article 4 de l'Accord du 11 décembre 2009 relatif à la contribution du Dialogue social et, d'autre part l'avenant n°6 en date du 27 novembre 2019, selon les modalités décrites dans l'article 3 à compter du 1^{er} janvier 2023.

II - Article 2 : Modalités

L'article 4 de l'Accord du 11 décembre 2009 relatif à la contribution du Dialogue social est modifié dans son 2^{ème} paragraphe avec l'ajout d'un 6^{ème} objet :



« L'association a pour objet :

1. d'organiser la collecte de la contribution auprès des employeurs au titre du financement du dialogue social ;
2. de s'assurer que la répartition des contributions est effectuée en conformité avec les dispositions prévues à l'article 5 du présent accord ;
3. de mettre les ressources visées à l'article 3 à la disposition des organisations professionnelles et syndicales de salariés ;
4. d'assister les organisations professionnelles et syndicales de salariés dans la définition et la réalisation de leurs actions concertées, notamment pour ce qui concerne les enquêtes, études et éditions intéressant les entreprises et les salariés de la branche ;
5. de recueillir le rapport d'activité sur l'utilisation des fonds du dialogue social que devront présenter, chaque année, les organisations syndicales de salariés et les organisations professionnelles d'employeurs ;
6. **de s'assurer du versement à l'Association du financement du Dialogue social de la branche, de la contribution des entreprises relevant des codes NAF 3212Z et 8525 Z appartenant au champ d'application de la Convention collective de la Bijouterie et Horlogerie, collectée par l'ADSAMS au titre de l'Accord du 12 décembre 2001 »**

III - Article 3 : Modalités de répartition de la collecte au sein de la CNHBJO

L'article 5 paragraphe 2) de l'Accord du 11 décembre 2009 relatif à la contribution du Dialogue social modifié notamment par l'avenant du 27 novembre 2019 est modifié ainsi qu'il suit :

« Le collège employeur reçoit :

- 30% de la collecte du paritarisme, répartis selon la pesée de la collecte de l'année en cours en fonction des codes NAF de chaque secteur d'activité concerné dans le cadre du champ d'application défini par l'Accord du 18 décembre 2019 relatif au champ d'application de la Convention, à savoir :
 - A) pour la Bijouterie, Haute Joaillerie, Orfèvrerie et la Bijouterie fantaisie :
 - o Bijouterie, joaillerie, orfèvrerie, tous les codes NAF à l'exception du 3213Z Bijouterie fantaisie
 - o Bijouterie Fantaisie : code NAF 3213Z
 - B) Pour l'Horlogerie :
 - o Commerce de détail d'articles d'horlogerie et de bijouterie en magasin spécialisé – Code NAF 4777Z

La contribution des entreprises dont les codes NAF ne pourraient justifier une affectation à l'une ou l'autre des organisations patronales est répartie équitablement entre les 3 organisations patronales.



À compter de l'exercice 2023, cette contribution sera chaque année calculée et versée directement aux trois organisations patronales qui composent la Confédération, sur une base prévisionnelle arrêtée, à date, en proportion de la contribution respective apportée par chaque organisation au financement du paritarisme, et sous réserve de réajustement annuel après informations transmises par l'organisme collecteur. Chaque organisation patronale sera tenue informée de la quote-part de ladite contribution et selon les modalités définies dans le cadre du Comité directeur de la CNHBJO.

À charge pour les organisations patronales

- d'affecter ces sommes au dialogue social et d'en justifier l'emploi conformément aux exigences de l'Association de gestion du Fonds paritaire national,
- de contribuer sur cette dotation, si nécessaire, à l'équilibre budgétaire des comptes de la CNHBJO, au prorata de la pesée de chaque secteur, tel que défini au paragraphe précédent.

IV – Article 4

Toutes les dispositions de l'avenant °6 en date du 27 novembre 2019, non contraires aux termes des présentes demeurent inchangées.

V – Article 5

Cet accord est conclu pour une durée indéterminée.

Fait à Paris, le 13 juin 2023

Signataires :

Pour la Confédération Nationale HBJO

Pour la Fédération Générale des Mines et de la Métallurgie CFDT

Pour la Fédération de la Métallurgie CFTC

Pour la Fédération Force Ouvrière de la Métallurgie FO

Pour la Fédération des Cadres, de la Maîtrise et des Techniciens de la Métallurgie CFE-CGC

Pour la Fédération Nationale Encadrement Commerce Services CFE-CGC